

Les sciences sociales en Afrique: Problèmes de recherche et de formation

Boubakar Ly*

Introduction

La recherche et la formation en sciences sociales posent, en Afrique, de nombreux problèmes dont quelques uns seront rapidement répertoriés et analysés dans le cadre de la présente communication.

Il est certes difficile, en toute question, de parler d'une manière générale de l'Afrique, cet exercice aboutissant rapidement au schématisme et à l'impertinence. Cependant nous nous y sommes aventuré en sachant parfaitement ce qui nous attendait. Toutefois, précisons, car il convient de "dévoiler nos batteries" - la science sociale faisant obligation au chercheur, par souci d'objectivité de dire de "quel lieu il parle" ne sentant pas la nécessité ici de souscrire à un autre aspect de l'objectivité et de dire "qui parle" - que nos remarques vont beaucoup devoir à la situation qui prévaut, en la matière, dans les pays francophones dont nous avons eu l'occasion de visiter un grand nombre lors d'une enquête consacrée à la manière dont les sciences sociales y existent et s'y comportent. Cependant, mis à part le fait qu'il sera quelquefois fait référence à des écrits de chercheurs anglophones en même temps qu'à ceux de francophones, on peut considérer que compte tenu de l'objet de la science sociale - qui est ici l'Afrique, continent dont l'unité culturelle (comme l'a si bien démontré Cheikh Anta Diop) est une donnée réelle et les problèmes identiques à beaucoup de points de vue - certaines des réflexions faites ici peuvent également valoir, globalement parlant, pour les pays anglophones et peut-être pour l'Afrique en général.

Il convient de commencer par les questions relatives à la recherche, pour les besoins de l'analyse, étant entendu que les deux aspects envisagés ici sont intimement liés.

La recherche

En Afrique, la recherche en sciences sociales connaît un grand nombre de problèmes dont certains sont d'ordre institutionnel tandis que d'autres sont proprement d'ordre scientifique, les deux aspects étant encore ici liés sur bien des points mais séparés pour les besoins de l'analyse.

* Chargé d'enseignement de sociologie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop, Dakar/Sénégal.

Problème d'ordre institutionnel

Les problèmes de cette nature comportent également, nous semble-t-il, pour leur part plusieurs aspects qu'il convient de répertorier rapidement.

Statut des sciences sociales

Le contexte social (au sens large) dans lequel se déploient les sciences sociales a des répercussions sur leurs conditions d'existence et d'exercice de leurs activités. En effet, elles sont concernées par les facteurs d'ordre social (à proprement parler), politique, administratif, économique et financier qui caractérisent celui-ci. Concernant le social, le principal problème qui mérite d'être souligné, est l'indifférence et la méconnaissance dans lesquelles se trouvent les populations africaines à l'endroit des sciences sociales. Elles ne voient pas toujours à quoi elles servent ni ce à quoi elles peuvent correspondre. Il en résulte que le travail du chercheur en lui-même est incompris et apparaît souvent comme inutile. Pour beaucoup - qui soupçonnent un peu à quoi il pourrait servir - celui-ci constitue un luxe dont la société aurait pu se passer tandis que le chercheur leur semble - lorsque celui-ci est pris en charge par l'Etat - comme quelqu'un qui est payé à faire quelque chose d'inessentiel (pour ne pas dire "à ne rien faire"). Cet état d'esprit conjugué, avec des facteurs d'ordre politique, a pour résultat le fait que le statut de la recherche et du chercheur en sciences sociales est mal défini, tant au point de vue social que juridique. A cet égard, il est significatif que dans beaucoup de pays les chercheurs, notamment en sciences sociales, courent encore après leur statut professionnel.

D'un autre côté (cet aspect étant lié au précédent) les populations faisant l'objet des investigations, particulièrement les populations rurales, ne comprennent pas toujours que leur situation puisse intéresser autrement que par la voie administrative et servir à des fins scientifiques, la notion de science (sociale) leur restant, parce que trop abstraite, incompréhensible. Pour cette raison, quand il leur arrive de faire l'effort d'accepter le chercheur, celui-ci - qui passe souvent alors à leurs yeux comme un fonctionnaire de plus, c'est-à-dire un élément du pouvoir et à ce titre (c'est là également un problème d'ordre épistémologique) quelqu'un dont on se méfie - n'enregistre de leur part que le type de réactions destinés en général à cette catégorie de gens, réactions dont le moindre n'est pas l'assimilation à un "espion" vu la nature particulière de l'intervention (enquête) de ce "fonctionnaire" particulier¹.

Certes, les populations commencent à se familiariser - les nombreuses enquêtes (surtout socio-démographique) aidant - avec la recherche et les

1 Yaya Wane - *Les Toucouleurs du Fouta-Toro (Sénégal) - Stratification sociale et structure familiale*, Dakar, IFAN 1969, p. 2-8.

chercheurs en sciences sociales, il n'en demeure pas moins qu'ils continuent encore à poser des problèmes. Tout aussi problématique sont les relations avec les pouvoirs publics, relations qui s'inscrivent dans ce contexte général d'incompréhension et de méfiance.

En effet - et c'est là la dimension politique qui est en cause - les rapports entre la science sociale et les chercheurs, qui en sont l'incarnation, sont problématiques à plus d'un titre. Les situations varient d'un pays à un autre mais d'une manière générale, l'état d'esprit des pouvoirs politiques (les chercheurs en sciences sociales se sont beaucoup appesantis sur cette situation pour la déplorer) n'est pas favorable. Dans la plupart des cas, en effet, la recherche en sciences sociales loin d'être considérée comme une nécessité, voire une priorité (eu égard aux nombreux problèmes sociaux au sens large que peuvent connaître des pays en voie de développement) apparaît comme un luxe et les chercheurs comme des éléments inutiles, voire des parasites. Un chercheur écrit à ce sujet:

... Le sentiment général des autorités est que la recherche fondamentale est un simple alibi pour fainéants, sinon une fonction purement alimentaire... L'effectif encore dérisoire de chercheurs relativement à la masse très considérable des problèmes de tous ordres qui sont à étudier, atteste non point l'absence de vocations, mais davantage le peu de cas que l'on fait, à l'échelon le plus élevé, de cette activité scientifique, réputée par certains, superfétatoire, et par d'autres, assimilés à un luxe dévolu aux riches donc incompatible avec la pauvreté des nouvelles nations qui doivent d'abord vivre correctement avant de songer à philosopher².

Quand la recherche et les chercheurs en sciences sociales ne paraissent pas inutiles, ils font tout simplement l'objet de méfiance et de suspicion de la part des autorités qui les considèrent comme éminemment subversifs et susceptibles de "troubler l'ordre public"; le chercheur, en particulier, apparaît comme un "contemplateur et saboteur de cette sacro sainte "construction nationale"³.

Il semble qu'en Afrique, pour citer encore quelqu'un, les classes sociales dominantes ont un préjugé défavorable contre les sciences sociales en général et certaines de leurs disciplines, en particulier;.. On se méfie de ces disciplines ou du moins, des personnes qui les pratiquent. On a tendance à en faire les apôtres du progressisme ou du

2 Idem.

3 Idem.

*radicalisme. Dans quelques pays africains... on parle souvent du caractère nuisible des sciences sociales*⁴.

Partant de cela, on essaie très souvent de contenir les sciences sociales et de réduire ce qui est considéré comme leur propension à la déstabilisation de différentes façons (restriction et limitation du nombre de chercheurs en agissant sur les structures de formation et les postes budgétaires, suppression d'institutions de formation sous prétexte qu'elles produisent des chômeurs, refus d'admettre les sciences sociales dans certains institutions nationales chargées de conseiller les gouvernements, etc.). En définitive, l'attitude des pouvoirs politiques est telle que les sciences sociales n'ont pas la place qu'elles méritent dans la société, à moins qu'elles ne donnent des garanties. A cet égard, la position de ceux-ci est, il convient de le signaler, pour le moins ambiguë. En effet, tout en étant fondamentalement hostiles aux sciences sociales par principe, ils n'hésitent pas, dans les faits, à s'accommoder de leur existence quand voyant tout le parti qu'ils peuvent en tirer, ils les font fonctionner comme des *appareils idéologiques d'Etat* en les incitant à faire fi des aspects déontologiques de leur fonctionnement et à être apologétiques.

Les pouvoirs politiques se sont, un peu partout, trouvés tentés de contrôler, d'une manière ou d'une autre, et à des degrés divers, la recherche en sciences sociales (mise au pas, utilisation pour la légitimation, législation etc.). Là où les chercheurs ont résisté et tenu à conserver leur indépendance ils ont été discrédités, réprimés, marginalisés et leur discipline asphyxiée au point de vue institutionnel et financier.

Il faut préciser encore que les pratiques politiques ont été souvent sous-tendues par un phénomène social profond: l'existence de classes sociales en lutte. Dans ces cas, les pouvoirs politiques et les orientations qui ont été les leurs, parce qu'étant des sortes de résultantes du rapport de forces entre les classes qui a rendu l'une d'entre elles (ou plusieurs) - dont le pouvoir politique est l'expression - dominante, la ligne qu'ils ont tenté d'imprimer aux sciences sociales s'est trouvée être précisément celle de cette (ou de ces) classe dominante⁵.

L'existence d'un tel type de rapports entre la sphère socio-politique et les sciences sociales explique la manière dont les autres aspects du contexte social, particulièrement les aspects économiques et financiers, se sont situés par rapport à elles.

4 Claude Ake, "Sciences Sociales et Développement", *Afrique et Développement*, vol V., No. 4 (octobre-décembre) 1980, p. 16.

5 Samuel Kodja - "Sciences sociales et société: cas du Nigéria", *Afrique et Développement*, vol. IV (octobre-décembre) 1980, p. 69 et 88.

Financement de la recherche

Le financement interne de la recherche (c'est-à-dire par les Etats) en général et en sciences sociales en particulier, apparaît, dans la plupart des cas, dérisoire. Pour diverses raisons - dont celles précédemment évoquées - les sciences sociales font figure de parents pauvres de la recherche. Les dotations budgétaires qui leur sont allouées sont de loin les moins élevées. Parmi les sciences sociales elles-mêmes, certaines sont mieux loties que d'autres, la priorité leur étant donnée quelquefois sur des bases strictement politiques. Si l'on se place au point de vue de la nature et de la finalité de la recherche, la priorité est, par ailleurs, souvent donnée aux recherches appliquées au détriment de la recherche fondamentale.

L'enveloppe budgétaire réservée aux sciences sociales étant limitée, chaque fois que des réajustements budgétaires s'avèrent nécessaires, les sciences sociales en sont les premières victimes. Les budgets des institutions de recherche (universitaire ou extra universitaire) quand ils ne diminuent pas, cessent d'augmenter, ce qui revient au même. Depuis quelques temps, les pouvoirs publics préfèrent affecter les crédits de la recherche en sciences sociales, notamment ceux de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et rapide telle qu'elle est pratiquée, dans le cadre des plans de développement, par des structures administratives produisant des monographies, statistiques et études démographiques... bref autant de "digests" parce que fournissant rapidement et à bon compte toutes sortes de renseignements légers, nécessaires aux technocrates se préoccupant d'élaborer, de consolider ou de réviser les plans de développement. Chaque ministère social a tendance à se créer de telles "cellules de recherche". Une telle situation a pour résultat la bureaucratisation, la routinisation et la "médiocrisation" de la recherche, en même temps qu'elle aboutit à la marginalisation de la vraie recherche accusée d'être trop académique, intellectuelle et pas suffisamment axée sur le développement.

N'ayant plus suffisamment de moyens pour mener correctement ses enquêtes de terrain, la vraie recherche, contrainte de rester, à son corps défendant, théorique, finit par confirmer ce dont on l'accuse⁶. Devenue incapable de trouver un financement interne significatif, la recherche africaine se tourne de plus en plus vers l'extérieur pour y trouver le financement qui lui fait défaut. C'est pourquoi ce type de financement est actuellement important. Toutefois, il pose à son tour de nombreux et graves problèmes. En effet (pour n'en signaler que quelques uns), il convient de dire - et c'est la plus grosse difficulté - que celui-ci rend la recherche

⁶ A. Bujra et T. Mkandawire - "The evolution of social science in Africa: problems and prospects", *Africa Development*, vol. 4 No. 4 (octobre-décembre) 1980, p. 30-31.

africaine dépendante. L'assistance extérieure se présente sous différentes formes qui, bien qu'utiles en elles-mêmes, présentent toutes les mêmes inconvénients à savoir: la reconduction de l'impérialisme culturel et intellectuel des pays bailleurs de fonds, le contrôle plus ou moins direct des sciences sociales, le choix par l'organisme de financement des domaines prioritaires, de la méthodologie et des modes d'exploitation des résultats, autant de choses éloquentement résumées par les expressions fort significatives qu'ont eu à utiliser des chercheurs africains, à savoir: *recherche à la carte, parachutage de recherches venues toutes ficelées*⁷ sous le manteau pudique de la collaboration. A tout cela s'ajoute le fait que les centres d'intérêts des organismes bailleurs de fonds changent sans arrêt, ces changements procédant la plupart du temps d'événements s'étant produits en leur sein (changement de direction, d'orientation, etc). Le financement par l'extérieur, bien qu'il soit une nécessité, induit donc des recherches, non pas pertinentes par rapport aux problèmes et aux besoins de l'Afrique mais par rapport aux préoccupations de l'organisme qui finance. En bref... la recherche en sciences sociales financée dans de telles conditions est extravertie. En définitive, quelle que soit son origine, le financement de la science sociale est problématique. Il en va de même de son organisation et de ses ressources humaines et matérielles. L'une des principales difficultés auxquelles se heurtent les chercheurs, de ce point de vue, est la manière dont la recherche est gérée.

Problème de gestion et de moyens

Les fonds destinés à la recherche sont souvent gérés par l'administration centrale (ministères) ou locale (l'université, organismes de recherche). Les procédures de leur déblocage étant longues, ils sont rarement mis à la disposition des recherches en cours, au moment où elles en ont besoin, ce qui a pu compromettre beaucoup de programmes quand il n'est pas arrivé que ceux-ci soient purement et simplement abandonnés.

Les moyens humains et matériels font également souvent défaut. La tendance est à la diminution ou à la stagnation (pour les raisons précédemment évoquées) du recrutement de chercheurs en sciences sociales. Ceux-ci n'étant déjà pas nombreux, il en résulte qu'à long terme c'est l'existence même des sciences sociales en Afrique qui est en cause. Celles-ci, vu l'état des crédits, se trouvent, par ailleurs, de plus en plus dans l'impossibilité d'organiser les enquêtes de terrain indispensables à la discipline, alors que ces procédures constituent leur essence. Cette situation, outre le fait qu'elle renforce la tendance à penser que les sciences sociales

7 D.S. Obikeze - "Le processus d'échange. Une nouvelle approche de la recherche sociale en Afrique. *Revue internationale des sciences sociales*...

(telles que pratiquées dans certaines institutions: les universités, par exemple) ne collent pas au milieu et restent une affaire d'intellectuels purs, risque de condamner, à terme, les chercheurs africains à ne se consacrer qu'à des problèmes d'ordre conceptuel et théorique et surtout (ce qui est plus grave) de le faire à partir de recherches faites par des non africains, recherches se présentant à ces derniers "toutes ficelées" c'est-à-dire comportant leurs propres données empiriques et systèmes d'interprétation que ces derniers n'ont qu'à consommer et à livrer à leurs étudiants ou à critiquer, s'ils tiennent à s'engager dans cette voie, sur de très mauvaises bases scientifiques parce que manquant de données propres.

A tout cela, s'ajoute l'absence de techniciens et d'équipes spécialisées de cadres moyens de la recherche, susceptibles de décharger les chercheurs de certaines tâches et de leur éviter d'entrer dans certains détails de l'organisation de la recherche ou d'être contraints de mener leur recherche de bout en bout, depuis la phase exploratoire, jusqu'à la rédaction du rapport d'enquête en passant par la quête des données et la passation des questionnaires.

Une autre des grosses difficultés auxquelles se heurtent les chercheurs en sciences sociales est relative à l'information scientifique.

Dans ce domaine, ils se retrouvent aussi pauvres que dans les autres. L'Afrique, de ce point de vue, ne semble pas, encore une fois, avoir les moyens de ses ambitions. La documentation et les moyens de documentation font défaut et se trouvent, pour ce qui concerne ces derniers, très peu performants quand on connaît les performances réalisées ailleurs sur ce plan et les gros progrès accomplis pour mettre rapidement à la disposition des chercheurs une documentation complète (pour l'utilisation de l'informatique notamment). Les bibliothèques également restent pauvres et très en retard au point de vue de la parution d'écrits concernant l'Afrique voire le pays d'implantation⁸. Le plus gros de la production intellectuelle sur l'Afrique se faisant à l'extérieur, celle-ci se trouve, par chercheurs en sciences sociales interposés, dans une situation de dépendance pour s'informer sur elle-même et développer une recherche endogène pertinente. A ce niveau, se pose un autre problème, celui des possibilités de publication des résultats de la recherche africaine faite par des africains. Les contraintes ici également sont très grandes. Les maisons d'édition africaines sont très rares et les quelques unes qui existent sont débordées par l'ampleur de la matière et exposées à beaucoup de dangers, compte tenu de la concurrence effrénée que leur livrent les maisons d'édition de l'extérieur. Les revues, pour leur part, parce qu'en très petit nombre, sont incapables - confrontées qu'elles sont, par

8. *Rapport d'activité 1983* - Institut de recherche en sciences sociales et humaines - Ouagadougou, Burkina Faso.

ailleurs, à de grosses difficultés - de publier tous les articles qui leur sont proposés par les chercheurs africains et accusent, dans leur parution, des retards considérables, certaines, pour donner un exemple, en 1988 en sont aux numéros de 1984, encore qu'il y ait plus grave. Les possibilités, pour les chercheurs africains, de se faire publier à l'extérieur sont très minces car compte tenu de la forte demande interne de publication, les éditeurs de l'extérieur, ont tendance à privilégier leurs nationaux⁹. Il en résulte que souvent, les chercheurs africains, lassés de faire de la rétention de publication et de garder par devers eux des manuscrits, finissent par se décourager et par ne plus écrire et tenter de publier quoi que ce soit. La communication des travaux de recherches pose donc de graves problèmes et il ne peut y avoir de recherche africaine viable s'il n'existe pas de possibilité d'en publier les résultats, tant il est vrai (et c'est cela qui distingue le savoir scientifique de l'ésotérisme) il n'y a (pour paraphraser Bachelard dans un sens contraire) de science que du public (et du publié).

Tout ce qui précède montre combien il est difficile, en Afrique, aux sciences sociales d'être elles-mêmes et d'apporter les connaissances indispensables à la société pour ses propres connaissances et reproductions en tant que société et pour son développement économique, social et culturel.

Ces difficultés, liés aux conditions dans lesquelles les sciences sociales déploient leurs activités, sont doublées d'un certain nombre d'autres qui sont, pour leur part, relatives aux conditions mêmes de leur fonctionnement en tant que sciences, des problèmes donc d'ordre scientifique.

Problèmes d'ordre scientifique

Les problèmes de ce type sont également nombreux, cependant, comme pour les précédents, il n'en sera passé en revue que quelques uns des plus significatifs et généraux.

Tous ces problèmes peuvent être organisés autour de la notion de pertinence: pertinence de la recherche africaine par rapport au milieu dans lequel elle évolue et pertinence par rapport à son objet.

Telle qu'elle est entendu ici, la notion de pertinence pourrait être ainsi résumée; il s'agit de savoir dans quelle mesure:

- la recherche africaine en sciences sociales répond, au point de vue de ses objectifs, aux besoins de l'Afrique;
- les méthodes de recherche en sciences sociales telles qu'elles existent sont, pour avoir été mises au point ailleurs, valables pour l'Afrique;

D.S. Obizeke - *Le processus d'échange...* op. cit. p. 787.

- les objectifs de la Science Sociale Africaine

La question qui se pose ici est de savoir s'il ne faudrait pas repenser les objectifs des sciences sociales, compte tenu de la spécificité du milieu africain et de ses problèmes. Les positions des chercheurs - car à ce niveau de l'analyse, il ne s'agit plus toujours d'éléments factuels mais de questions en discussion chez les chercheurs parce qu'entraînant, en raison de leur nature, des attitudes et des conceptions - varient. Cependant les désaccords se manifestent surtout au niveau de l'argumentation mais sur le fond tous s'accordent pour dire que les objectifs de la science sociale doivent être adaptés à la situation africaine. Les arguments qui militent en faveur de cela sont de plusieurs sortes. Pour les situer disons qu'ils tiennent à l'histoire passée (l'évolution des sciences sociales en Afrique) d'une part et au présent et à l'avenir (nécessité pour les sciences sociales d'être des sciences du développement) d'autre part.

Critique de l'orientation donnée aux sciences sociales par la colonisation

La colonisation - qui a introduit les sciences sociales en Afrique - leur avait donné une orientation conforme à ses intérêts et à ses objectifs généraux. Il s'agissait de fournir aux décideurs coloniaux suffisamment d'éléments d'information pour gouverner et administrer les sociétés colonisées. C'est dans cette perspective que de nombreux centres et instituts de recherches furent créés aussi bien dans les colonies qu'en Métropole. Les études menées, dans un premier temps (études d'anthropologie) concernèrent les cultures (au sens large: croyance, systèmes de valeur, parenté, organisation politique traditionnelle), puis, dans un second temps, elles portèrent sur des problèmes socio-économiques (systèmes économiques traditionnels, migrations, urbanisation en relation avec l'exode rural, etc...).

Certes les sciences sociales actuelles étudient encore des questions, cependant elles ne le font plus dans le même esprit que dans le passé. Elles se préoccupent davantage de la faire dans la perspective d'une *construction nationale* et du développement. Autrement dit, pendant la période coloniale les sciences sociales ne se préoccupaient des problèmes sociaux (au sens large) que pour autant qu'ils étaient en rapport avec les intérêts fondamentaux du système, c'est-à-dire en dernière analyse, une grande domination de la société africaine. Ces recherches, pour utiles qu'aient été quelques unes d'entre elles, présentaient le gros inconvénients d'être extraverties par rapport aux intérêts et aux besoins des sociétés africaines en elles-mêmes. Le problème s'est donc posé aux chercheurs après les indépendances de les retourner et de les récupérer en un certain sens en en conservant un noyau et en les faisant servir l'Afrique pour son propre gouvernement et pour les nouveaux objectifs qu'elle s'est donnée à savoir, principalement le développement. Une critique du passé a donc permis de déboucher sur de nouvelles perspectives en matière d'objectifs à assigner aux sciences sociales.

Les sciences sociales dans le développement

Après l'indépendance, il s'est agi de savoir comment et dans quel sens les sciences sociales pouvaient être utilisées et orientées pour servir l'Afrique en voie de développement.

Certes, il n'a pas manqué de chercheurs pour soutenir que les sciences sociales devaient rester indépendantes par rapport à tout objectif social (en l'occurrence le développement) et ne trouver leur raison d'être qu'en elles-mêmes, toute autre démarche étant considérée comme politique. Cependant une très grosse majorité s'est dégagée pour considérer que les sciences sociales ne pouvaient rester à l'écart de la grande préoccupation du moment et qu'elles devaient avoir pour vocation et pour orientation d'aider au développement. Seulement, le développement se présentant comme une sorte de "tarte à la crème", le problème se posait de savoir d'abord, ce qu'est le développement, ensuite à quel type de développement devait se consacrer la science sociale.

Les représentants de la science sociale se sont, en effet demandé et continuent à se demander encore ce qu'est le développement. Tant que ce dernier ne sera pas défini selon des critères scientifiques rigoureux susceptibles d'entraîner une adhésion de l'ordre d'un consensus minimal, il sera difficile de dire exactement quel type de développement la science sociale doit servir, et en retour, ce qu'elle doit être elle-même.

Les points de vue sont assez divergents sur cette question qui s'avère l'une des plus difficiles que la science sociale africaine ait eu à connaître, dans la mesure où elle engage des sensibilités et des options non seulement de nature théorique et méthodologique, mais encore (et surtout) idéologique et politique. Cependant un consensus semble s'être dégagé sur un certain point, c'est que quel que soit la définition apportée au développement et le type de développement préconisé, la science sociale doit rester rigoureuse en le faisant et surtout ne doit pas manquer de faire la critique de ce qui jusqu'à présent a été fait en son nom (celui du développement) et contribuer ainsi à l'élaboration de meilleures stratégies et de nouveaux modèles de développement¹⁰.

Quoi qu'il en soit, le problème de la pertinence des objectifs reste donc posé. Comment et sur quelles bases les sciences sociales doivent-elles intervenir compte tenu des besoins de l'Afrique en matière de développement et comment doivent-elles définir celui-ci?

10 Claude Aké - *Sciences Sociales et Développement*, op. cit. p. 6-7.

Les outils scientifiques

Les outils des sciences sociales - qui sont faits d'institutions, d'orientations de recherches, de méthodes et de techniques - posent également des problèmes quant à leur pertinence, en ce que très souvent ils sont inappropriés à leur objet et extravertis.

Les institutions et les hommes

Le premier constat qu'il convient de faire, de ce point de vue, c'est que la plupart des institutions de recherche (Centre de recherches, Universités) étant héritées de la période coloniale, cette situation a des incidences sur la recherche elle-même.

La période de l'après-indépendance où il a surtout été fait appel à des assistants techniques étant passée, dans beaucoup de pays, les africains qui ont pris la relève se sont purement et simplement contentés de reconduire les modèles et institutions de recherche qu'ils ont trouvés sur place ou, quand ils ont essayé de faire des réformes, de reproduire ceux qu'ils ont eu à connaître à l'extérieur pour, très souvent, y avoir été formés¹¹.

Autrement dit, dans la plupart des cas, en raison de leurs liens (passés ou actuels) avec l'extérieur et de la présence en leur sein de chercheurs formés en dehors d'elles, les institutions de recherche en sciences sociales ne se sont pas toujours révélées pertinentes par rapport au type de recherches qu'il faudrait à l'Afrique. En bref, elles restent souvent inadaptées. Cela apparaît très souvent dans leurs structures, leur organisation interne (présence/ou absence de certaines disciplines, découpage) comme dans leurs thèmes de recherches.

Les orientations et modèles théoriques

La recherche africaine a eu tendance, au départ, à reprendre et à s'approprier certains modèles théoriques classiques (comme, par exemple le fonctionnalisme dans ses différentes variables) jugés seuls scientifiques. De nombreuses recherches (surtout en anthropologie, sociologie et économie) se sont faites sur ces bases. Ce n'est que tard que sont apparues des écoles, critiques en ce qu'elles ont mis en question les orientations théoriques classiques dans leur application à l'Afrique, considérant que la situation de celle-ci nécessitait l'adoption d'outils théoriques et méthodologiques plus adéquats, pour en rendre compte. Celles-ci, qui sont proches du marxisme, ont mis l'accent sur le caractère limité des premières et considéré qu'elles ne pouvaient exprimer la situation africaine pour plusieurs raisons, dont leur

11 D.S. Obizke - *Le processus d'échange...* op. cit. p. 786; également: *Rôle et importance de la recherche dans le développement en Afrique: la perspective africaine*, CODESRIA, Dakar (ronéoté).

nature ahistorique, leur insensibilité aux changements, leur positivisme scientiste, leur manque d'engagement, ne constituent pas les moindres. Aux yeux des partisans de cette thèse, reproduire et acclimater en Afrique, des modèles théoriques nés ailleurs et ayant constitué des réponses spécifiques, au plan scientifique, à la situation d'autres pays, c'est se mettre dans l'impossibilité d'exprimer et de comprendre ce qui se passe en Afrique.

Quoi qu'il en soit de cette question, force est de constater que les sciences sociales n'ont pas encore suffisamment théorisé leur propre situation, ce qui explique dans beaucoup de discipline, l'absence de l'Afrique dans la théorie générale des sociétés spécifique à chacune d'entre elles.

Les aspects généraux (c'est-à-dire la théorie générale) des différentes disciplines (économie générale, sociologie générale, etc.) restent ceux des sociétés dans lesquelles sont nées celles-ci, c'est-à-dire précisément les sociétés occidentales. La théorie générale de la société telle qu'elle est présentée dans les pays africains, aux étudiants notamment, est toujours celle des pays occidentaux, les pays africains ressortissant des spécialisations fondées principalement sur des données empiriques. Une intervention significative de la recherche africaine en science sociale inverserait la tendance, de telle sorte que (dans la formation, en particulier) l'Afrique serait au centre de la théorie générale et les spécialisations spécifiques parce que portant sur des domaines particuliers de la science sociale au lieu d'être globale en concernant l'Afrique creuset de toutes les spécialisations particulières. Bref... l'Afrique, dans son ensemble, c'est-à-dire prise globalement, doit cesser d'être un domaine de spécialisation en Afrique même, pour être au coeur de la théorie générale. Cette démarche si elle se justifie pour les "africanistes" des autres continents, n'a aucune raison d'être pour les chercheurs africains en sciences sociales. Les chercheurs en sciences sociales doivent donc, encore une fois, s'attacher à une plus grande production théorique et trouver les modèles théoriques adéquats à la réalité africaine.

De ce point de vue, il convient de constater que si les orientations critiques de la science sociale africaine ont, en général, fait des remarques pertinentes, elles ont davantage contribué à la "déconstruction" qu'à la reconstruction. Autrement dit, à de rares exceptions près, les chercheurs africains, après avoir critiqué les modèles classiques, n'ont rien proposé à la place. Encore une fois, elles se sont contentées de "démystifier", de sorte que la théorie générale pertinente des sociétés africaines, reste à faire¹².

12 Claude Aké, *Sciences sociales et développement...* op. cit. p. 13.

Problème de la totalité du social, du découpage des disciplines et de la division du travail scientifique

L'adoption de modèles extérieurs non pertinents a eu également pour conséquence le fractionnement des disciplines et le manque d'organisation commune de la recherche. Celle-ci a hérité des découpages traditionnels de l'objet social et de l'existence qu'elle entraîne, de disciplines séparées et les a reconduits.

Le résultat, c'est que le caractère total du fait social (totalité particulièrement accentuée dans les sociétés africaines, en raison de ce que le niveau de développement qui n'a pas entraîné plus d'hétérogénéité ou, pour reprendre une expression durkheimienne une plus grande division du travail social) n'est pas pris en considération et que très peu de place est faite à la démarche multidisciplinaire. Les sciences sociales africaines ont été fractionnées en autant de disciplines spécialisées ne communiquant pas les unes avec les autres. Cette atomisation est d'autant plus remarquable que quelquefois même, elle intervient à l'intérieur d'une même discipline et que des chercheurs (par moments du même département ou institut, ayant des spécialités différentes mais voisines), s'ignorent royalement. L'efficacité de la recherche en sciences sociales nécessite que celle-ci se départisse de ce modèle importé, d'autant plus que dans les pays où il a pris naissance, il a été depuis longtemps mis en cause et dépassé, dans beaucoup d'institutions de recherches. La recherche multidisciplinaire est devenue une nécessité et à ce titre doit s'imposer également en Afrique.

Dans le même ordre d'idée, on constate souvent, outre l'ignorance mutuelle dans laquelle se tiennent des chercheurs à l'intérieur d'une même institution ou d'un même pays, le manque d'échange d'un pays à un autre d'une part et à l'échelle régionale et continentale, d'autre part. Rares sont les chercheurs qui savent ce que font leurs collègues dans les autres pays.

Les échanges, mise à part leur nécessité, rendus difficiles par les raisons précédemment évoquées (absence de moyens de communication) se justifient également par le fait qu'ils constituent un préalable à la collaboration interdisciplinaire. Ils s'imposent, particulièrement, dans le domaine de la conduite de la recherche, domaine où se posent également de nombreux problèmes.

Problèmes épistémologiques et méthodologiques de la conduite de la recherche

Le problème se pose également de savoir comment conduire une recherche en science sociale en Afrique. Pour formuler la question autrement, le problème est de trouver les démarches scientifiques pertinentes par rapport à l'objet social africain. Il faut reconnaître ici encore une lacune des chercheurs qui ne se sont pas beaucoup préoccupés à réfléchir, d'une manière approfondie, sur cette question. Ils se sont contentés de mener leurs recherches et à l'occasion de celles-ci de se livrer à des considérations

méthodologiques fonctionnelles, c'est-à-dire valables pour la recherche en cours. Quand il est arrivé qu'ils s'expriment, d'une manière plus générale sur la question, ils l'ont fait de façon plus critique que constructive. En bref, chaque chercheur a dû se forger, sur le fond préexistant, sa propre méthodologie, quelquefois d'une manière critique. Il est significatif qu'il n'existe pratiquement pas de traités de méthodologie à l'usage des chercheurs africains, traité faisant état systématiquement des adaptations, que les chercheurs africains ont dû effectuer des méthodes générales de la science sociale, compte tenu du milieu particulier qu'est l'Afrique. En bref, il n'existe pas, en quelque sorte, des sommes de la sagesse africaine en matière de recherches sur l'objet africain. Ceci étant dit, il est possible d'énumérer rapidement quelques-unes des difficultés auxquelles ont eu à se heurter la recherche et les chercheurs africains en sciences sociales:

- Rapports entre le positif et le normatif: l'engagement du chercheur.

La question se pose de différentes manières, d'abord par rapport à la nature même des sciences sociales et de leurs objectifs. Alors que certains chercheurs pensent que la recherche en sciences sociales doit être strictement positive et neutre en s'empêchant des jugements de valeurs, beaucoup (la grande majorité) estiment, par contre qu'il ne peut en être ainsi et qu'en Afrique, compte tenu des enjeux, la science sociale doit être engagée¹³.

L'engagement en tant que nécessité étant donné les modalités varient. Pour certains, l'engagement doit se faire au profit du développement (donc d'une catégorie abstraite), pour d'autres, plus radicaux, il ne peut se situer en dehors des classes sociales en lutte et ne peut être qu'au profit des classes dominées rendant par là même la science sociale objective¹⁴.

Pour une dernière catégorie de chercheurs enfin, l'engagement de la science sociale ne peut être que politique (autre catégorie globale). Elle ne peut, selon eux, échapper à la politique, dans la mesure où elle se présente comme une part du combat mené, dans ce domaine, par les populations africaines, en vue de leur affranchissement¹⁵.

Ce type d'engagement ici prôné vaut aussi bien pour les objectifs de la recherche que pour ses aspects instrumentaux. Il est également considéré comme facteur d'objectivité, celle-ci étant inséparable de la participation de la science sociale, auprès des masses, à l'entreprise politique ayant pour finalité dernière le développement. On en revient donc à la nécessité de l'engagement pour le développement, par le biais de la politique.

13 Veronica Brand - "Social work research in relation to social development in Zimbabwe". *Journal of Social Development in Africa*, 1986, 1, p. 67-80.

14 Samuel Kodja - *Sciences Sociales et Société...*, op. cit. p. 77 et 86.

15 *Rapport d'activité 1985...*, op. cit., p. 7.

La question des rapports entre le normatif et le positif qui s'est posée autrement, - en revêtant une dimension plus nettement épistémologique et méthodologique - a concerné le problème de l'implication du chercheur dans sa recherche, en bref... le problème de l'objectivité dans la démarche scientifique.

- Rapport entre le positif et le normatif: la question de l'objectivité en rapport avec l'implication du chercheur dans sa société et sa culture

La question s'est beaucoup posée (surtout en anthropologie) de savoir si le chercheur africain en sciences sociales, parce qu'impliqué dans sa société et sa culture, pouvait être objectif. Autrement dit, est-il en mesure, conformément aux nécessités de l'objectivité (conçues dans une perspective tout à fait positiviste de prendre du recul par rapport à sa propre société et à son système de valeur, pour adopter l'attitude "d'extériorité" nécessaire à l'objectivité¹⁶. La question est d'autant plus compliquée que le chercheur n'est pas porteur simplement des valeurs de sa culture mais encore, en raison de sa formation, de celles d'une autre culture; ce qui le pousse sans arrêt (consciemment ou inconsciemment) au comparatisme avec tout ce qu'il peut comporter de possibilités de distorsion dans la perception scientifique de l'objet de la recherche.

L'objectivité, chez le chercheur africain, se heurte donc à ces difficultés. Néanmoins, elles ne sont pas insurmontables. Beaucoup de chercheurs considèrent que l'appartenance à la culture - bien qu'elle doive être maîtrisée par une auto-évaluation critique permanente faisant intervenir également les éléments extérieurs - présente un certain nombre d'avantage dont le moindre n'est pas celui de lui permettre de saisir le sens immédiat de la réalité, compréhension non médiatisée¹⁷. Il n'en demeure pas moins que la question reste posée de savoir, comment être objectif en Afrique, pour un chercheur en sciences sociales, question d'autant plus pertinente qu'elle ne concerne pas simplement les seuls aspects culturels mais encore sociaux (et par là on retrouve la problématique de l'engagement) relatifs à la position du chercheur dans la structure sociale.

- Importance des données qualitatives

L'importance des valeurs culturelles, en Afrique, est telle que le problème de l'approche qualitative se trouve posé. En effet, toujours en vertu de l'orientation positiviste provenant de l'héritage légué aux sciences sociales, la tendance a été (en vertu du principe qu'il n'y a de science que du quantifiable) - elle l'est encore - à privilégier l'approche strictement

16 Yaya Wane - *Les Toucouleurs du Fouta-Toro*, op. cit.

17 Idem.

quantitative (et statistique) au détriment de la saisie interne des sens et significations. De plus en plus la tendance se dessine à l'inversion de cette orientation et à faire une plus grande place à la démarche compréhensive faite de la saisie des significations internes; démarche qui peut se révéler (Max Weber l'a éloquentement démontré) si certaines précautions sont prises, tout aussi valable et objective que les autres méthodes¹⁸. Quoi qu'il puisse en être là aussi, ce qui est sûr, c'est qu'elle qu'elles soient, les sciences sociales ne peuvent se passer de cette approche compréhensive qui constitue l'une des particularités par lesquelles elles doivent passer si, parce qu'intervenant en milieu africain, elles veulent bien restituer et comprendre les éléments de celui-ci.

- Adéquation de certaines méthodes et techniques d'enquête à l'objet africain

Les méthodes et techniques d'enquête font également problème. Beaucoup de chercheurs ont estimé, en effet, que les modes d'approche de la réalité africaine doivent être repensés, de même que les méthodes et techniques d'investigation (échantillons, questionnaires). Telles qu'elles sont conçues, ces dernières sont inadaptées au contexte africain. En particulier, elles ne tiennent pas suffisamment compte du milieu (climat, système de valeurs et niveau culturel) et sacrifient davantage au quantitatif qu'au qualitatif¹⁹.

La recherche africaine doit se forger ses propres techniques, qui tout en répondant aux normes scientifiques universelles, sont en adéquation avec les besoins, les valeurs et le niveau culturel des populations.

En définitive, de quelque côté qu'on le prenne, le problème revient, pour la science sociale, à la nécessité de la pertinence des institutions, orientations théoriques, épistémologiques et méthodologiques. Il s'agit, pour elle, d'avoir des outils adéquats lui permettant de mieux organiser, saisir et comprendre scientifiquement la réalité sociale africaine, qui constitue son objet. Le même problème se pose dans ce qui constitue son vivier, c'est-à-dire les écoles de formation des spécialistes en sciences sociales.

La formation

La formation en sciences sociales se donne, en Afrique, dans divers types d'établissements d'enseignement et/ou de recherches: université et instituts d'enseignement et/ou de recherche universitaire ou extra-universitaires. Les problèmes posés par celle-ci, sont liés et très proches de ceux évoqués à propos de la recherche, les deux aspects étant liés sont séparés ici pour les

18 Claude Aké - *Sciences Sociales et Développement...* op. cit. p. 12.

19 D.S. Obikeze - *Le processus d'échange...* op. cit., p. 787.

besoins de l'analyse. La formation dans les différents établissements laisse apparaître beaucoup de problèmes et de faiblesses, dont la plupart ont été identifiés et répertoriés, dans les établissements mêmes.

Problèmes épistémologiques

Ce qui frappe, en premier lieu, c'est la difficulté pour les établissements africains de formation, de cerner et de traduire la réalité sociale africaine dans les systèmes de formation.

Adaptation de la formation à la société

Le découpage de la réalité africaine tel qu'il se produit dans les structures de formation, procède encore de celui qui avait été fait pendant la période coloniale ou correspond à celui des pays dont le système de formation a servi de modèle aux pays africains indépendants. Les différentes réformes n'ont pas été précédées d'une réflexion systématique et collective pour, compte tenu de la réalité sociale en évolution, connaître la nature de la société et mettre le système de formation en adéquation avec elle, au point de vue de ses composantes (disciplines) et de son contenu (matières et programmes). Faute de cela, les établissements de formation (surtout ceux de l'enseignement supérieur) sont restés inadaptés au point de vue des disciplines et des programmes. De nombreuses matières sont présentes alors qu'elles ne sont pas nécessaires, tandis que d'autres qui le sont absolument pour de futurs "*social scientists*" sont absentes.

Découpage des disciplines

Une autre conséquence de la situation précédente, est le mauvais découpage des disciplines, rendu encore plus compliqué par le système adopté: celui des facultés (ou instituts), pour ce qui concerne les pays francophones. Le fait qu'il n'ait pas été tenu compte de la nature de la réalité africaine et le cloisonnement des institutions de formation ont abouti à des découpages et des regroupements inadéquats de disciplines, sans parler du manque d'articulation. Force est de constater certaines disciplines des sciences sociales étant liés et plus proches les unes des autres que très souvent, une partie des sciences sociales se trouve dans des établissements littéraires (par exemple les facultés et instituts relevant des Lettres et Sciences Humaines) où elles n'ont que faire, tandis que d'autres se trouvent dans des établissements à vocation de formation économique (facultés des sciences économiques et instituts annexes). La formation en sciences sociales, manque donc d'être systématique et se trouve dans une situation de désarticulation (entre les différentes branches qui la constituent et entre celles-ci et la réalité sociale qui se présente, elle, comme une totalité.

Méconnaissance mutuelle

Ainsi prises dans des structures différentes, les sciences sociales s'ignorent les unes les autres et chaque institution mène séparément et comme elle peut

son propre programme de formation (et de recherche). Ainsi, pour donner quelques exemples, les mêmes enseignements sont donnés dans les mêmes matières, d'une faculté à une autre, pour ce qui concerne le système des facultés, faisant ainsi double emploi (quelquefois même, c'est le même professeur qui les donne dans les deux institutions. Ailleurs, certains départements font appel à d'autres pour assurer leurs enseignements dans certaines disciplines, sans que la réciproque existe. Ainsi, par exemple les départements de sociologie font appel à des économistes des facultés des sciences économiques, mais celles-ci, quand il leur arrive d'organiser des enseignements de sociologie, ce qui n'est pas toujours le cas, font appel à des économistes qui "se débrouillent" comme ils peuvent. Elles le font d'autant plus que la sociologie y est considérée comme une discipline "annexe". La logique de la discipline "annexe" qu'à l'intérieur d'une même faculté, des disciplines indispensables à la formation en sciences sociales *stricto sensu* (par exemple l'histoire, la géographie et la linguistique, pour les sociologues) apparaissent souvent comme de simples matières à option et en tant que telles enseignées de telle manière que souvent les étudiants (comme les enseignants d'ailleurs) finissent par les considérer comme tout à fait secondaires.

L'approche pluridisciplinaire se traduisant par des structures adéquates de formation est donc souvent absente dans le système fondé sur les facultés. Elle n'existe que dans certains instituts de formation professionnelle.

Toutes les disciplines nécessaires devraient être intégrées à des stratégies de formation pluridisciplinaires conçues, en étroite collaboration, par l'ensemble des départements et facultés concernés. Celles-ci sont d'autant plus nécessaires que, dans certaines structures, il se produit des tiraillements nuisibles à la formation et à la recherche (par exemple, celle qui existe entre l'économie et la gestion dans les facultés des sciences économiques). Ces remarques nous introduisent aux problèmes d'ordre institutionnel que connaissent certaines disciplines.

Problèmes d'ordre institutionnel

Beaucoup de disciplines connaissent, en effet, des problèmes liés à leur manière d'exister, c'est-à-dire leur statut.

Problème de statut

Les statuts de certaines disciplines sont insuffisamment définis ou se présentent d'une manière hybride et par conséquent grosse de conflits.

Sciences économiques et gestion

Il s'agit du problème précédemment évoqué. De nombreuses difficultés existent, en effet, eu égard au statut respectif des deux disciplines. Le fait que les deux soient associées dans beaucoup d'universités, dans diverses formules, aboutit ainsi à des conflits, tout au moins à des tiraillements

préjudiciables à la formation et à son efficacité. Ni l'une, ni l'autre ne peuvent se réaliser totalement, compte tenu des limites administratives et quelquefois pédagogiques et scientifiques que créent l'appartenance à un même département. La gestion - qui a de plus en plus la faveur des étudiants - plus que l'économie, ne semble pas trouver son compte dans le système actuellement en vigueur dans beaucoup d'universités.

Dans certains cas, c'est la faculté des sciences économiques, dans son ensemble (avec les départements d'économie et de gestion) qui ne trouve pas son compte dans l'association avec le Droit et les Sciences Juridiques dans une seule et même faculté. Quoi qu'il en soit, si l'idéal réside dans la pluridisciplinarité, il n'en demeure pas moins que chaque discipline doit être au préalable indépendante non pas seulement dans le domaine scientifique (donc en tant que discipline) mais encore dans son expression dans des institutions universitaires.

Département de Sociologie des Facultés des Lettres

Davantage que les disciplines précédentes, la sociologie (l'anthropologie) connaît des difficultés relatives à son statut. Dans beaucoup de pays, en effet, la formation sociologique se fait dans les facultés des lettres où elle est associée, selon des formules diverses, à d'autres cursus tout en se faisant dans un département ad hoc (le département de sociologie) quand il arrive que celui-ci existe. La sociologie est, au point de vue administratif, souvent intégrée à une autre département (par exemple la philosophie) ou regroupée avec d'autres disciplines, (psychologie, philosophie) dans un même département.

Il résulte de cette situation de mise sous tutelle d'une manière ou d'une autre (les diplômes terminaux des enseignements de sociologie étant souvent ceux d'une autre discipline, par exemple la philosophie), les structures de formation en sociologie manquent de personnalité et ne sont pas toujours en mesure de donner la formation totale qu'elles auraient dû être en mesure de donner. Cette mise en tutelle - la sociologie étant davantage victime de cette situation que les autres disciplines de sciences sociales - s'explique par l'attitude des autorités, évoquée précédemment, qui considèrent cette discipline comme étant à "hauts risques" politiques (contestation) et économiques (production de chômeurs).

Il est bien évident que tant que la formation en sociologie ne sera pas restituée dans ses droits, une dimension importante de la science sociale fera défaut; celle de la nécessaire production de chercheurs (et praticiens) dans une discipline fondamentale des sciences sociales.

Relations entre les différentes structures et institutions de formation en sciences sociales

Le problème en cause ici est celui des rapports que doivent entretenir les différentes structures de formation: établissements universitaires, d'une part

facultés, instituts, centre de recherches) et les institutions de formation professionnelles spécialisées en sciences sociales (assistants sociaux, aménagistes, animateurs, etc.). Ces différents organismes s'ignorent mutuellement. Certes, certaines équipes de ce qui pourrait être appelé les écoles spécialisées de formation en sciences sociales comptent parmi elles, des universitaires; on peut dire, cependant, que d'une manière générale, il n'existe pratiquement pas entre elles de relations institutionnalisées; cette situation de concurrence de fait est d'autant plus aberrante qu'il s'agit des cadres du même pays et que, même si les types de formations et les profils visés diffèrent, les objectifs sont les mêmes, à savoir former des cadres sociaux à partir de connaissances et des acquis de la science sociale. Rien ne les empêche de se concerter et d'élaborer, sans enlever à chacune son originalité et sa spécificité, des stratégies communes et des programmes communs de formation axés sur la division du travail et la complémentarité, à défaut d'une coordination de la formation. Au lieu de cela, chaque institution détermine et poursuit son propre programme selon ses options fondamentales (en matière de programme et de pédagogie) et compte tenu de son mode de financement (et de ses contraintes) en ignorant tout ce que font les autres.

La perspective finale étant l'Afrique, il est normal que toutes ces institutions finissent par adopter une stratégie globale conforme à l'objectif général. Cela évitera la dispersion des efforts et des moyens humains et matériels.

Problèmes de formation

Si l'on considère maintenant les problèmes de formation en tant que tels un certain nombre de difficultés apparaissent également.

Absence d'unité dans la formation au niveau sous régional et régional

De grands efforts ont été faits dans le sens d'une unification de la formation, cependant, beaucoup reste à faire. La formation en sciences sociales dans certaines disciplines (économie, gestion) s'est, en effet, beaucoup rapprochée, d'un pays africain à un autre, au point de vue des matières et des méthodes d'enseignement qui commencent à répondre à quelques normes générales. Cependant, tel n'est pas le cas dans beaucoup d'autres, par exemple, en sociologie (anthropologie). L'absence d'unité est très sensible dans cette discipline. Certes, il existe quelques similitudes au point de vue des cursus et de quelques matières des programmes (économie, démographie, psychologie sociale, etc) mais la plupart du temps, les enseignements sont fonction du nombre (ils sont très peu nombreux) et de la spécialisation des enseignants, ce qui introduit une certaine hétérogénéité, d'un établissement (ou pays) à un autre. Autrement dit, les spécialisations des enseignants ne couvrent pas tous les domaines de la discipline et n'étant pas les mêmes d'un établissement à un autre, chacun de ces derniers

programmes fait ce qu'il peut, compte tenu des disponibilités. Les enseignements de sociologie gagneraient à être unifiés, afin de faire cesser les disparités préjudiciables au développement de la science sociale. A cet égard, les enseignants de sociologie devraient, comme ceux d'économie-gestion, trouver des possibilités de se réunir et d'étudier la question de l'unification des programmes et des méthodes, tout en tenant compte des particularités liés aux réalités sociales de chaque pays.

Insuffisance de la présence de l'Afrique dans les programmes

Le dernier point qui vient d'être évoqué nous introduit à un autre type de difficulté de la formation en sciences sociales, à savoir le trop grand repliement sur les réalités nationales et corrélativement le peu d'ouverture aux questions africaines en général. En effet, le constat doit être fait de ce que la part qui, dans les programmes de chaque pays pris individuellement, est consacrée à l'Afrique en tant que telle (c'est-à-dire compte tenu des approches générales de la problématique du développement dans lesquelles l'Afrique tient une place au même titre que les autres pays se trouvant dans la même situation qu'elle (pays du Tiers Monde), reste relativement faible (en science économique, sociologie et anthropologie). Rares sont les départements de formation qui consacrent systématiquement des parties de leurs programmes à d'autres pays africains. Autrement dit, rares sont (pour ne pas dire autre chose) ceux qui s'étant carrément spécialisés sur d'autres pays africains, communiquent en conséquence à leurs étudiants, le savoir acquis en la matière.

Moyens de formation insuffisants

Mis à part les instituts de formation professionnelle qui sont quelquefois relativement bien lotis, dans la plupart des cas, les moyens matériels font défaut et les conditions de travail restent difficiles. Les établissements, quand ils ne sont pas à l'étroit, ne possèdent pas de bibliothèques et de centres de documentation spécialisés. Quand ils en possèdent, ils sont très peu fonctionnels et particulièrement pauvres. Beaucoup d'entre eux ne suffisent même pas à entretenir les connaissances de base (manuels, usuels) et la simple culture générale, dans la discipline et dans les disciplines voisines, a fortiori aider à la spécialisation en offrant aux étudiants les ouvrages sophistiqués de sciences sociales.

Il se pose alors la question de savoir si des établissements de sciences sociales aussi pauvres en moyens, méritent réellement d'exister et s'il n'y aurait pas lieu de rassembler les ressources de toute nature au profit d'ensemble sous-régionaux. Quelle que soit la réponse apportée à cette question, force est de constater qu'en l'état actuel des choses, la faiblesse des moyens et l'éparpillement des efforts aboutissent à des résultats tout à fait insignifiants à tous les points de vue et inutiles, compte tenu des coûts et des services rendus par certains établissements.

Caractère limité de la formation à la recherche

La formation des cadres professionnels de la recherche (et de l'enseignement) tant au niveau des universités (où il existe des initiations à la recherche sans pour autant qu'elles débouchent sur une formation professionnelle) que des instituts (de recherche) est insuffisante. Il n'existe pas toujours une formation professionnelle et en tant que telle systématique, dans des structures destinées à cet effet. Celle-ci se fait, la plupart du temps, sur le tas et l'entrée dans la profession par simple cooptation sur la base des diplômes acquis. Le très petit nombre d'enseignants et de chercheurs de rang magistral y est, sans doute, pour quelque chose, l'accès à ces grades étant tributaire des conditions de recherche qui, nous l'avons vu, en raison de leur pauvreté, ne facilitent guère une mobilité professionnelle rapide. Les quelques rares enseignants et chercheurs de cette catégorie, qui existent, parce que débordés, ne sont pas en mesure d'assurer l'encadrement systématique des éléments susceptibles de reproduire rapidement et massivement le corps. Jusqu'à présent le renouvellement de celui-ci se fait d'une manière individuelle et au coup par coup. Il en résulte que non seulement la formation, parce qu'empirique, n'est pas de qualité d'une part, d'autre part qu'au rythme où vont les choses, l'Afrique mettra longtemps pour voir en quantité suffisante le nombre de cadres performants dont ont besoin les sciences sociales.

Conclusion

Tels sont quelques uns des nombreux problèmes qui se posent à la recherche en sciences sociales, problèmes qu'il convient d'identifier et d'analyser rapidement. Des solutions existent, certaines d'entre elles se trouvent impliquées dans la manière dont les problèmes ont été ici posés tandis que d'autres ont été formulées d'une manière plus explicite. Cependant, c'est à la communauté des "social scientists" qu'il appartient de trouver, à partir de réflexions collectives, les solutions qui s'imposent. Ce texte n'a voulu simplement qu'être une contribution à l'identification des problèmes, c'est pourquoi il ne s'est pas attardé à (particulièrement *in fine*) proposer des solutions toutes faites.

D'autant plus que l'époque que nous vivons parce que problématique en elle-même l'est également pour les sciences sociales.

En effet la crise générale des sociétés africaines s'est traduite par une crise des sciences sociales. Cette dernière n'a pas encore fait l'objet de réflexions. On peut avancer que deux tendances globales, appelées à se développer dans l'avenir, se dégagent déjà:

- d'une part la crise du développement due à l'échec des modèles de développement adoptés jusqu'ici, a pour conséquence de rendre encore plus difficile la volonté des sciences sociales d'être axées sur le développement. Elles sont condamnées encore plus que par le

passé à reconsidérer la notion de développement en elle-même et corrélativement leur propre position à tous les points de vue (objectifs, théorie générale et méthodologie) par rapport à celle-ci.

- d'autre part la crise sociale actuelle est tellement profonde qu'elle a contribué à l'exacerbation des problèmes sociaux anciens et à l'apparition de nouveaux. On pourrait dire que celle-ci semble avoir enrichi l'objet des sciences sociales. Plus que jamais leur nécessité apparaît en même temps que l'obligation leur est faite, par la force des choses, d'être plus interventionnistes et plus performantes.